

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Government of Canada Building
101 - 22nd Street East, Suite 110

Saskatoon

Sask.

S7K 0E1

Bid Fax: (306) 975-5397

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Réception
des soumissions Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada

Government of Canada Building

101 - 22nd Street East, Suite 110

Saskatoon

Sask.

S7K 0E1

| | |
|--|---|
| Title - Sujet Lumières, classement des grains | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation 5K004-154859/A | Date 2014-10-22 |
| Client Reference No. - N° de référence du client 5K004-154859 | GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$STN-202-4722 |
| File No. - N° de dossier STN-4-37017 (202) | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-11-17 | Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST |
| Delivery Required - Livraison exigée See Herein | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kowal, Meagan | Buyer Id - Id de l'acheteur stn202 |
| Telephone No. - N° de téléphone (306)241-1169 () | FAX No. - N° de FAX (306)975-5397 |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CANADIAN GRAIN COMMISSION INDUSTRY SERVICES HEAD OFFICE 900-303 MAIN ST WINNIPEG Manitoba R3C3G8 Canada | |
| Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité. | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|------|
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

Solicitation No. - N° de l'invitation

5K004-154859/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

stn202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

5K004-154859

File No. - N° du dossier

STN-4-37017

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Sollicitation est jointe en PDF.

TABLE DES MATIÈRES

Lumières, classement des grains

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et attestations exigées avec l'offre

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Instrument de commande
8. Limite des commandes subséquentes
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Assurances
7. Clauses du *Guide des CCUA*

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Critères techniques cotés
- Annexe D- Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

Lumières, classement des grains

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

| | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent: 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, Critères techniques cotés et Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

2. Sommaire

La Division des services à l'industrie de la Commission canadienne des grains souhaite établir une offre à commandes individuelle et régionale pour la fourniture et la livraison de lumières à diodes électroluminescentes (DEL). Ces lumières de table de classement peuvent être fixées au plafond suspendu et remplaceront l'éclairage fluorescent utilisé actuellement. Les lumières doivent être conformes à l'énoncé du besoin, qui figure à l'annexe A de ce demande d'offre à commandes. L'offre à commandes commence à la date d'attribution du contrat et prend fin le 30 novembre 2015. Elle comprend quatre années d'option d'un an soit du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2016, du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017, du 1^{er} décembre 2017 au 30 novembre 2018 et du 1^{er} décembre 2018 au 30 novembre 2019.

les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens.

3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-09-25), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M0019T (2007-05-25), Prix et(ou) taux fermes

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.1 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra au 303 Main Street, Winnipeg, Manitoba, R3C 3G8 le 06 novembre, 2014. La visite des lieux débutera à 9:30am HNC et se tiendra dans le hall.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le **4 novembre à 1:00pm HNC** pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrans.

5. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Saskatchewan et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrans peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrans acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (une (1) copie papier)

Section II : offre financière (une (1) copie papier)

Section III: attestations (une (1) copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

1.2 Prix - articles

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes pour tous les articles énumérés dans l'annexe B

1.3 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) offres ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les offres accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les offres reçues seront évaluées. Si des offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux offres recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des offres accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les offres accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres offres reçues seront évaluées.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Voir Annexe A – Besoin pour les spécifications obligatoires

Le défaut de répondre à tous les critères techniques obligatoires telles que définies à l'annexe A rendra le soumissionnaire non conforme et sera donné aucune autre considération.

1.1.2 Critères techniques cotés

Offerror doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires afin de procéder à des critères techniques cotés (Banc d'essai) telles que définies à l'annexe C

Les appareils d'éclairage fournis par les soumissionnaires **doivent passer individuellement le critère d'évaluation 6** dans annexe C, pour faire l'objet d'un examen plus approfondi aux fins de la note de passage minimale et, par la suite, de l'évaluation en fonction du moindre coût. Le critère 6 est un critère « obligatoire »; le soumissionnaire **doit** obtenir ou surpasser la note de passage minimale établie pour ce critère de classement pour avancer dans le processus d'évaluation.

COTATION MAXIMALE POSSIBLE = 30; NOTE DE PASSAGE MINIMALE = 24, y compris la cotation relative aux critères obligatoires

1.2 Évaluation financière

Le prix évalué de la présente demande d'offre à commandes sera calculé selon l'ajout de chaque article par année, comme l'indique l'annexe B, et selon la somme des valeurs, comme suit :

Prix unitaire / année 1 + Prix unitaire / année d'option 1 + Prix unitaire / année d'option 2 + Prix unitaire / année d'option 3 prix + d'unité / année d'option 4 = Prix évalué

1.3 Clauses du *Guide des CCUA*

M0222T (2013-04-25), Évaluation du prix

2. Méthode de sélection - cotation numérique minimale

1. Pour être déclarée recevable, une offre doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande d'offres à commandes;
 - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
 - c. obtenir la cotation numérique minimale pour les critères d'évaluation techniques qui sont cotés – Voir Annexe C
2. Les offres ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. L'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrans doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrans remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées [2006](#). Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

2. Attestations exigées avec l'offre

Les offrans doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrans reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause [A3050T](#), peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

L'offrant atteste que :

- () le ou les produits offerts sont des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause [A3050T](#).

2.1.1 Clause du *Guide des CCUA* [A3050T](#) (2010-01-11) Définition du contenu canadien

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

[2005](#) (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

4. Durée de l'offre à commandes

4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus de la date d'émission au 30 novembre 2015 inclusivement.

4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour quatre (4), une (1) an période supplémentaire, à partir du 1^{er} décembre 2015 jusqu'au 30 novembre, 2016 et du 1^{er} décembre 2016 jusqu'au 30 novembre, 2017, 1^{er} décembre 2017 jusqu'au 30 novembre, 2018 et du 1^{er} décembre 2018 jusqu'au 30 novembre, 2019 aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes

5. Responsables

5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Meagan Kowal
Supply Specialist
Public Works and Government Services Canada
Acquisitions Branch - Western Directorate
Government of Canada Building
101 22nd Street East, Suite 110
Saskatoon, SK
S7K 0E1

Telephone: 306-241-1169

Facsimile: 306-975-5397

E-mail address: meagan.kowal@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

*****À être déterminé*****

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

5.3 Représentant de l'offrant

E-mail address: _____

Nom _____
Titre _____
Adresse _____

Téléphone: _____
Télécopieur: _____
Courriel: _____

6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :
La Commission canadienne des grains, Winnipeg, Manitoba.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commande.

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 180,000.00\$ (taxes applicables incluses).

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2014-09-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne)
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Critères techniques cotés
- h) l'Annexe « D », Rapport d'utilisation de l'offre à commandes
- i) l'offre de l'offrant en date du _____ AED

10. Attestations

10.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le

Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

10.2 Clauses du *Guide des CCUA*

M3060C (2008-05-12), Attestation du contenu canadien

11. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Saskatchewan et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2010A (2014-09-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 16 Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2014-09-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$AED. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux

4.2 Paiement Unique

Clause du *Guide des CCUA* [H1000C](#) (2008-05-12) Paiement unique

4.3 Clauses du *Guide des CCUA*

C2000C (2007-11-30), Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

D5328C (2014-06-26), Inspection et acceptation

4.4 Paiement par carte de crédit

À être déterminé

5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6. Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2008-05-12), Assurances

7. Clauses du *Guide des CCUA*

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

Annexe « A »

BESOIN

Énoncé des exigences – Appareils d'éclairage de bancs de classement à DEL se fixant à des plafonds suspendus

Contexte

Les zones d'inspection doivent satisfaire à des spécifications précises en matière d'éclairage afin d'être conformes aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO); il existe un besoin continu de maintenir la certification selon la norme ISO 9001-2008 – Services à l'industrie. Il faut satisfaire à ces spécifications afin d'assurer que l'éclairage et les conditions ambiantes conviennent au classement du grain d'une façon uniforme et reproductible à l'échelle du Canada.

L'objet visé est d'assurer que tous les échantillons de grain sont inspectés dans les mêmes conditions d'éclairage et que les producteurs obtiennent les mêmes résultats de n'importe quel bureau de la Commission canadienne des grains (CCG) du Canada.

Besoin

La Division des services à l'industrie de la Commission canadienne des grains (CCG) a besoin d'appareils d'éclairage de bancs de classement à la diode électroluminescente (à DEL) pouvant être fixés à des plafonds suspendus, pour remplacer l'éclairage fluorescent actuellement utilisé.

Actuellement, la CCG possède des cadres pour les tables lumineuses, dans lesquels les appareils doivent être fixés. Ces cadres ont été fabriqués sur mesure, selon les spécifications de la CCG.

Le nombre total d'appareils d'éclairage requis pour remplacer les appareils d'éclairage fluorescent existants est estimé à 80 appareils individuels.

Dans l'éventualité où des appareils additionnels devraient être achetés après le remplacement initial, quatre périodes optionnelles d'un an sont également requises.

Critères techniques obligatoires

Partie 1 : SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PERFORMANCE

1.1 Appareil (à enchâsser dans les cadres sur mesure existants).

1.1a Appareil : longueur = 23,75 pouces; largeur = 23,75 pouces; hauteur = 4 pouces.

Les entrepreneurs qui désirent soumissionner pour ce contrat DOIVENT visiter les lieux pour prendre leurs propres mesures; les appareils d'éclairage à DEL doivent s'enchâsser dans les cadres préexistants. Il est également attendu que les boîtes lumineuses soient d'une taille conforme aux normes industrielles et qu'elles n'exigent pas de fabrication sur mesure.

1.1b Trois (3) appareils individuels doivent s'insérer côte à côte dans un cadre préfabriqué d'une longueur d'environ 72 pouces, d'une largeur de 24 pouces et d'une hauteur de 4,5 pouces.

- 1.1c Chaque appareil individuel doit être doté d'au moins 240 ampoules à DEL individuelles OU satisfaire à tous les critères minimaux obligatoires d'évaluation de l'éclairage décrits au point 1.2 ci-dessous.
- 1.1d Les réflecteurs doivent être résistants à la chaleur et au jaunissement et revêtus d'émail.
- 1.1e Les diffuseurs doivent être construits d'acrylique opaque ou d'un produit ayant des propriétés similaires qui produisent la même opacité et la même diffusion de lumière que l'acrylique, ce qui est évalué au regard des spécifications énoncées aux alinéas 1.2a, 1.2b et 1.2c.
- 1.2 Appareils d'éclairage à la diode électroluminescente (à DEL).**
- 1.2a Les lectures de la température de la couleur (en kelvins) prises au moyen d'un photomètre Lighting Passport (AsenseTEK) doivent se situer entre 3 500 et 4 500.
- 1.2b Les lectures de la luminance (en lux) prises au moyen d'un photomètre Lighting Passport (AsenseTEK) doivent se situer entre 2 000 et 4 000 lux.
- 1.2c L'Indice de rendu des couleurs (IRC) doit être de 85 ou plus.
(Rendu des couleurs : cette mesure évalue la qualité de la lumière par comparaison au soleil de midi; numériquement, l'IRC le plus élevé possible est 100.)

Partie 2 : Spécifications électriques

- 2.1 L'appareil doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou la CSA International *avant* d'être expédié à la Commission canadienne des grains.
- 2.2 Le besoin d'appareils peut découler à la fois de demandes d'appareils à fils libres et de demandes d'appareils câblés, de façon interchangeable.

Les appareils seront installés au moyen des éléments électriques existants par un électricien embauché par la CCG ou par le personnel de la CCG (dans le cas des appareils câblés). Le calibre minimal des câbles doit être de 16 ou plus.
- 2.3 Les fiches pour tous les appareils câblés doivent être des fiches à trois broches mises à la terre (normes nord-américaines).

Partie 3 : Visite des lieux

3.1 Une visite des lieux est obligatoire pour tous les soumissionnaires éventuels.

La visite des lieux a pour objet de permettre à chaque soumissionnaire éventuel de prendre les mesures exactes du cadre existant dans lequel les appareils/boîtes lumineuses doivent s'enchâsser, et de déterminer les spécifications électriques optimales pour le câblage (calibre minimal de 16 dans le cas des appareils câblés). Les soumissionnaires éventuels pourront voir directement les configurations de l'éclairage dans un laboratoire de classement réel.

Trois (3) prototypes d'appareils, fabriqués conformément aux spécifications qui seront proposées dans la soumission finale, doivent être fournis pour les essais au banc avant l'heure de clôture de l'offre précisée dans la demande d'offre à commandes (DOC).

Tous les prototypes d'appareils fournis par les soumissionnaires pour les essais au banc seront retournés par la CCG.

Partie 4 : Essai au banc

4.1 Essai au banc : la mise à l'épreuve au regard de tous les critères énoncés à 1.1 et 1.2 aura lieu sur place, au laboratoire de la CCG, au moyen des luminaires habituels et des appareils d'éclairage soumis.

4.1a L'essai au banc nécessitera ce qui suit :

Trois (3) appareils (dont les spécifications sont énoncées dans la proposition du fournisseur soumissionnaire) doivent accompagner la proposition à étudier (les appareils doivent être livrés avant la clôture de l'offre à l'endroit précisé au-dessous), lesquels seront enchâssés côte à côte dans le cadre préfabriqué de la CCG.

Le soumissionnaire doit avoir soumis trois appareils d'éclairage câblés avant la clôture de l'offre aux fins de l'essai au banc précisé dans la DOC à **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 167, ave Lombard, pièce 100, Winnipeg (MB) R3B 0T6.** S'il vous plaît s'assurer que les lumières sont clairement identifiées avec le numéro de la demande et qu'elles sont adressées à Adele Palmer et Bill Perkins

Des lectures photométriques seront prises par un membre du personnel de la CCG au moyen d'un colorimètre Lighting Passport (AsenseTEK) afin d'assurer que les exigences en matière de température de la couleur et de brillance sont satisfaites.

Par la suite, des inspecteurs des grains inspecteront des échantillons de grain sous l'éclairage produit par le prototype afin d'assurer que la luminance favorise l'uniformité des conditions de travail requises et satisfait aux conditions de travail sécuritaire établies pour les tâches répétitives.

La liste des critères de classement est jointe.

4.2 Critères d'évaluation de l'éclairage.

4.2a L'éclairage à DEL doit fonctionner selon la plage standard de lectures photométriques, établie à 2 000 à 4 000 lumens (brillance).

4.2b L'éclairage à DEL doit fonctionner selon la plage standard de lectures photométriques, établie à 3 500 à 4 500 kelvins (température de la couleur).

4.3c L'éclairage à DEL reflétant de la surface de travail devrait être comparable à celui de l'éclairage boréal naturel, à l'œil nu; le plissement des yeux, le besoin de protéger les yeux ou une tendance à éloigner le regard de la surface de travail révèlent des divergences par rapport à l'éclairage naturel.

4.4d Les échantillons de grain doivent sembler visuellement les mêmes sous l'éclairage à DEL que sous l'éclairage fluorescent existant; il n'y aura pas de critère de passage non obligatoire.

PARTIE 5 : INSTALLATION

5.1 Tous les panneaux lumineux doivent être expédiés « prêts à monter » et se brancher dans une prise standard à trois trous OU être câblés par un électricien choisi par la CCG (conformément aux exigences des diverses ententes conclues par le gouvernement du Canada avec les locataires). Les exigences en matière de câblage (appareils prêts à brancher ou câbler) seront déterminées au moment de la commande.

***Cela ne comprend pas les lumières pour l'essai au banc; les lumières d'essai au banc doivent avoir un fil de calibre 16 doté d'une fiche à trois broches mise à la terre.**

Partie 6 : LIVRAISON, INSPECTION, EMPAQUETAGE

- 6.1 Les frais de livraison à destination doivent être payés au préalable et ajoutés à la facture au prix coûtant, sans majoration. Si les appareils sont expédiés à un bureau de la CCG d'une des villes mentionnées ci-dessous, aucun frais de livraison ne s'appliquera à l'intérieur des limites de la ville.

Destination FAB – quatre points de livraison possibles :

- i. 303, rue Main, pièce B-47, Winnipeg (Manitoba) R3C 3G8
 - ii. 333, rue Seymour, pièce 300, Vancouver (Colombie-Britannique) V6B 5A6
 - iii. 2901, rue Rachel, pièce 13, Montréal (Québec) H1W 4A4
 - iv. 221, rue North Archibald, Thunder Bay (Ontario) P7C 3Y3
- 6.2 L'inspection et l'acceptation se feront à destination à la satisfaction de l'utilisateur désigné ou d'un représentant autorisé, conformément au paragraphe 1.2. Tout produit fourni qui *ne satisfait pas* aux spécifications énoncées sera renvoyé au fournisseur; le soumissionnaire convient de remplacer le produit sans coût additionnel – y compris les frais d'expédition de retour.
- 6.3 L'emballage et l'expédition doivent être conformes aux normes industrielles pour tous les articles commandés afin d'assurer leur arrivée à destination en toute sécurité. Des bons d'accompagnement doivent être joints à chaque expédition et faire référence au numéro du contrat. L'entrepreneur sera responsable de la livraison sécuritaire de l'appareil et de l'obtention de son acceptation. Tous les articles demeureront la responsabilité de l'entrepreneur jusqu'à ce qu'ils aient été livrés, inspectés et acceptés par un représentant autorisé du Canada. À la suite de l'acceptation initiale de l'appareil, tous les frais engagés pour le remplacement de matériel défectueux seront assumés par l'entrepreneur au cours de la période de garantie initiale. Les coûts liés au remplacement de matériel endommagé en transit vers la destination seront assumés par l'entrepreneur, et le matériel ne sera pas considéré comme « livré » pour ce qui est de satisfaire aux exigences en matière de délais de livraison énoncées ci-dessus, à moins que le matériel ne soit pas endommagé et qu'il soit prêt pour les essais d'acceptation.

Partie 7 : DOCUMENTATION ET MANUELS TECHNIQUES / SCHÉMAS

- 7.1 L'entrepreneur doit fournir un ensemble complet et actuel de la documentation destinée à l'utilisateur final avec chaque appareil livré, y compris les manuels de référence technique du fabricant d'équipement d'origine (FEO) pour chaque article livré. Les manuels peuvent être unilingues anglais.

Le Canada a le droit de traduire n'importe lequel des manuels techniques unilingues dans la seconde des deux langues officielles, et d'utiliser librement cette traduction pour ses propres fins. Ce droit comprendra le droit de faire, ou de faire faire, des copies pour les fins exclusives du Canada et, en définitive, de détruire ces copies, et l'entrepreneur ne jouira d'aucun droit sur la traduction.

PARTIE 8 : GARANTIE

- 8.1 Chaque appareil doit être assuré par une garantie de remplacement minimale d'un (1) an, y compris les frais d'expédition de retour pour tout appareil défectueux, à compter de la date d'acceptation.

- 8.2 Politique de reprise : le fournisseur doit prévoir l'élimination écologique des appareils proposés, à la fin du cycle de vie.

Spécifications

Chaque spécification obligatoire énoncée ci-dessus doit être abordée par le soumissionnaire, p. ex. « conforme » ou « non conforme », suivie du plus de détails possible. Il sera à votre avantage de fournir le plus de détails possible à l'appui de vos commentaires et de vos allégations de conformité à chacune des spécifications. Indiquez en référence le numéro de page et soulignez la spécification dans votre documentation technique qui fait foi de votre conformité. S'il n'y a pas de documentation technique à l'appui d'une spécification, vous devriez l'indiquer. La Couronne n'est AUCUNEMENT tenue d'obtenir des clarifications au sujet de la ou des soumissions ou de la documentation technique fournie à l'appui. Les soumissionnaires devraient prendre note que le défaut de démontrer quelque capacité à laquelle ils allèguent être conformes entraînera l'irrecevabilité de leur proposition. Le Canada se réserve le droit de rejeter toute soumission non conforme à cet appel. Tout écart doit être signalé clairement et étayé de détails complets.

Le défaut de présenter une proposition complète, étayée de données techniques à l'appui de la conformité, pourrait faire en sorte que la soumission soit considérée comme non recevable et à ce qu'elle ne fasse l'objet d'aucune autre considération.

Annexe « B »

BASE DE PAIEMENT

(Tous les prix sont indiqués avec la TPS en sus, destination FAB et doivent comprendre tous les coûts d'envoi et de livraison)

Première année – de la date d'émission au 30 novembre 2015

(On estime que 80 appareils individuels seront nécessaires la première année)

Lumières, classement des grains (DEL) aux spécifications détaillées dans l'Annexe A, Besoin

\$ _____ /chacun

Première année d'option – du 1^{er} décembre 2015 au 30 novembre 2016

Lumières, classement des grains (DEL) aux spécifications détaillées dans l'Annexe A, Besoin

\$ _____ / chacun

Deuxième année d'option – du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017

Lumières, classement des grains (DEL) aux spécifications détaillées dans l'Annexe A, Besoin

\$ _____ / chacun

Troisième année d'option – du 1^{er} décembre 2017 au 30 novembre 2018

Lumières, classement des grains (DEL) aux spécifications détaillées dans l'Annexe A, Besoin

\$ _____ / chacun

Quatrième année d'option – du 1^{er} décembre 2018 au 30 novembre 2019

Lumières, classement des grains (DEL) aux spécifications détaillées dans l'Annexe A, Besoin

\$ _____ / chacun

ANNEXE « C »

Critères techniques cotés **Essai au banc pour l'évaluation des appareils d'éclairage à DEL requis pour le classement des grains**

L'essai au banc exigera que les fournisseurs présentent ce qui suit à la clôture de l'offre :

Trois (3) appareils d'éclairage à DEL qui doivent être expédiés à **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 167, ave Lombard, pièce 100, Winnipeg (MB) R3B 0T6**. S'il vous plaît s'assurer que les lumières sont clairement identifiées avec le numéro de la demande et qu'elles sont adressées à Adele Palmer et Bill Perkins. Une étiquette d'adresse de retour est également nécessaire pour que les lumières soient retournés après évaluation.

Les Trois (3) appareils d'éclairage à DEL seront enchâssés dans le cadre préfabriqué de la CCG, selon une configuration côte à côte. ***Toutes les mesures du cadre doivent être prises par les fournisseurs eux-mêmes lors de la visite obligatoire des lieux.**

Les appareils d'essai doivent être câblés au moyen d'un fil de calibre *minimum* de 16, et dotés d'une fiche/d'un connecteur mis à la terre à 3 broches conforme à la norme nord-américaine.

Aux fins de l'essai au banc, l'appareil existant sera placé à une distance standard d'un (1) mètre au-dessus du banc de classement sur lequel les trois (3) échantillons seront inspectés. L'inspection de chacun des échantillons prend environ cinq minutes, pour un temps d'essai réel de 15 minutes.

Une fois que les appareils d'éclairage sont installés dans les cadres préexistants, des lectures photométriques seront prises par un membre du personnel de la CCG, au moyen d'un compteur Lighting Passport (AsenseTEK) appartenant à la CCG, pour vérifier la température de la couleur (mesurée en kelvins) et la luminance (mesurée en lux) des appareils à DEL fournis.

Les inspecteurs de grain de la CCG inspecteront ensuite les échantillons de grains sous la source d'éclairage du prototype, afin d'assurer que l'éclairage convient à l'uniformité des conditions de travail requise et respecte les normes établies en matière de santé et de sécurité.

L'évaluation se fera par consensus d'au moins trois inspecteurs spécialisés. L'inconfort (décrit sous la spécification 5 ci-dessous) pourrait comprendre l'apparition de taches devant les yeux, ou un éblouissement qui occasionne de la fatigue ou des maux de tête.

Les spécifications suivantes feront l'objet d'un examen :

1. Les appareils s'enchâssent-ils correctement dans le cadre? (Vérifier s'il y a des vides, des frottements, si l'appareil s'insère facilement dans le cadre)
2. La température de la couleur (en kelvins) satisfait-elle aux spécifications techniques?
3. La luminance (en lux) satisfait-elle aux spécifications techniques?
4. L'IRC (indice de rendu des couleurs) est-il supérieur à 85?
5. L'éclairage sur la surface de travail semble-t-il comparable, à l'œil nu, à l'éclairage boréal naturel?
6. Les échantillons de grain semblent-ils les mêmes, visuellement, sous l'éclairage à DEL que sous l'éclairage fluorescent existant?
(0 – ne semble pas le même / 5 – semble le même) ***Doit obtenir un minimum de 3 points pour passer.**

Les appareils d'éclairage fournis par les soumissionnaires **doivent passer individuellement le critère d'évaluation 6** ci-dessous, pour faire l'objet d'un examen plus approfondi aux fins de la note de passage minimale et, par la suite, de l'évaluation en fonction du moindre coût. Le critère 6 est un critère « obligatoire »; le soumissionnaire **doit** obtenir ou surpasser la note de passage minimale établie pour ce critère de classement pour avancer dans le processus d'évaluation.

COTATION MAXIMALE POSSIBLE = 30; NOTE DE PASSAGE MINIMALE = 24, y compris la cotation relative aux critères obligatoires

1. Les appareils s'enchâssent-ils correctement dans le cadre?
MAX. 5 points
Aucun vide/aucun frottement/aucun grattage – 5 points
Vide de 1 cm ou moins – 3 points
Vide de plus de 1 cm – 0 point
2. La température de la couleur satisfait-elle aux spécifications selon la plage acceptée de 3 500 à 4 500 kelvins?
MAX. 5 points (passage / échec)
Oui – 5 points
Non – 0 point
3. La luminance satisfait-elle aux spécifications établies selon la plage acceptée de 2 000 à 4 000 lumens?
MAX. 5 points (passage / échec)
Oui – 5 points
Non – 0 point
4. L'IRC (indice de rendu des couleurs) est-il d'au moins 85 (jusqu'à un maximum de 100)?
MAX. 5 points (passage / échec)
Oui – 5 points
Non – 0 point
5. L'éclairage sur la surface de travail semble-t-il comparable à l'éclairage boréal naturel, à l'œil nu?
MAX. 5 points
L'éclairage à DEL ressemble à l'éclairage naturel; il n'y a pas de différence observable à l'œil – 5 points.
L'éclairage à DEL provoque l'**une des réaction suivantes** : plissement des yeux, besoin de se protéger les yeux ou tendance à éloigner le regard de la surface de travail – 3 points.
L'éclairage à DEL incite l'évaluateur à éloigner immédiatement le regard de la lumière de la surface de travail, **ou suscite plus d'une des réactions** mentionnées ci-dessus (plissement des yeux, protection des yeux ou tendance à éloigner le regard de la surface de travail) – 0 point.

6. Les échantillons de grains semblent-ils les mêmes, visuellement, que sous les appareils d'éclairage fluorescent existants? ***DOIT OBTENIR UNE NOTE DE PASSAGE MINIMALE DE 3 points – OBLIGATOIRE**

MAX. 5 points

La couleur de l'échantillon de grain semble exactement la même que sous l'éclairage de contrôle – 5 points.

La couleur de l'échantillon de grain semble légèrement plus pâle ou plus foncée que celle du même échantillon sous l'éclairage de contrôle – 3 points.

La couleur de l'échantillon de grain ne semble pas du tout la même que sous l'éclairage de contrôle – 0 point.

ANNEXE « D »

RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES

Faire parvenir à:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Télécopieur: (306) 975-5397
Courriel: wst-pa-sk@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:

1^{er} trimestre: du 1^{er} avril au 30 juin. 2^{ième} trimestre: du 1^{er} juillet au 30 septembre.
3^{ième} trimestre: du 1^{er} octobre au 31 décembre. 4^{ième} trimestre: du 1^{er} janvier au 31 mars.

**RAPPORT SUR LE VOLUME D'AFFAIRES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES
FÉDÉRAUX**

FOURNISSEUR:

N° DE L'OFFRE À COMMANDES

5K004-154859

MINISTÈRE OU ORGANISME:

La Commission canadienne des grains

| N° d'article | Description de la commande | Valeur de la commande (TPS non inclus) |
|--|---------------------------------------|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence: | | |
| B) Commandes totales accumulées à ce jour: | | |
| (A+B) Commandes totales accumulées: | | |

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour
cette période []

PRÉSENTÉ PAR: _____

SIGNATURE:

DATE: